



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 2099

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Robert Lamy.

M. Robert Lamy. Monsieur le président, M. Sapin a enfin répondu à la question qu'on lui posait, mais je regrette qu'il ait répondu à côté. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - Protestations et claquements de pupitres sur les bancs du groupe socialiste.)

Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur.

A la fin de la semaine dernière s'est produit l'un de ces incidents dramatiques dont la répétition retire beaucoup de crédibilité au discours lénifiant du Gouvernement sur l'abattement de la criminalité en France. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.) Une jeune femme, fonctionnaire de la police de l'air et des frontières, a été agressée dans sa voiture, enlevée, rouée de coups à cause de son uniforme. Monsieur le ministre, nous n'avons pas entendu votre voix à propos de cette affaire dramatique qui concerne pourtant les forces de l'ordre. L'impunité des malfaiteurs est telle qu'ils ont même osé s'attaquer à un ancien ministre de l'intérieur, M. Marcellin, qui, hier, a été agressé chez lui.

Mme Odette Grzegorzulka. Cela n'a rien à voir !

M. Robert Lamy. Semaine après semaine, monsieur le ministre, vous répondez à nos questions par des numéros d'autosatisfaction et des déclarations invariables, du type: «La justice a été saisie, les coupables seront punis.» (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. Un peu de silence, s'il vous plaît.

M. Robert Lamy. N'aurez-vous rien d'autre à dire à cette jeune victime, à laquelle nous exprimons notre sympathie ? Est-ce la seule réponse que vous apporterez aux interrogations des forces de l'ordre et de nos concitoyens, qui sont las de ne vous voir réagir que lorsque le mal est fait ?

Il y a trois semaines, vous affirmiez, dans cet hémicycle: «Nous devons être capables de rompre le cycle de la violence, cet enchaînement de répression inévitable. C'est là le sens de la politique du Gouvernement.»

Monsieur le ministre, les Français sont chaque jour les témoins de votre inefficacité. Osez-vous donc continuer à affirmer que vous faites tout ce qu'il faut pour assurer leur sécurité ? (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, le Gouvernement tient à affirmer sa sollicitude, sa sympathie à ceux de nos policiers qui, chaque jour, accomplissent d'énormes sacrifices pour maintenir la tranquillité et la sécurité de leurs concitoyens.

En effet, 9 000 policiers sont blessés chaque année, dont 4 000 en service. (Murmures sur divers bancs.) Je tiens aujourd'hui à rendre hommage à leur courage, comme je l'ai fait encore récemment, le 8 mai dernier, en remettant une distinction à plusieurs d'entre eux.

M. Eric Doligé. Il faut s'occuper de la délinquance !

M. le ministre de l'intérieur. Vous avez évoqué un fait très regrettable, qui s'est produit hier soir et qui a touché l'un de mes prédécesseurs. En effet, M. Raymond Marcellin a fait l'objet d'une lâche agression à son domicile, et je tiens à lui témoigner toute ma sympathie.

M. Eric Doligé. C'est insuffisant !

M. le ministre de l'intérieur. Cela dit, vous le savez, cette délinquance est combattue avec énergie...

M. Lucien Degauchy. Non !

M. le ministre de l'intérieur. ... et, quand j'ai évoqué la nécessité de rompre le cycle de la violence dans les quartiers populaires, je songeais en effet au rôle que doit jouer la police de proximité.

Bien entendu, la priorité qui est donnée à une police de proximité territorialisée, responsabilisée, polyvalente, agissant en partenariat - 368 contrats locaux de sécurité ont été signés à ce jour - ...

M. Lucien Degauchy. C'est du pipeau !

M. le ministre de l'intérieur. ... ne remet nullement en cause la nécessité de lutter avec énergie contre toutes les formes de la criminalité. A cet égard, je tiens à rendre hommage à la police qui, ces jours derniers encore, ayant élucidé trois affaires de braquage - contre un fourgon de la Brink's à Bordeaux en janvier 1999, contre une société de tir à Aix-en-Provence et contre un centre-fort de l'Île-de-France l'an dernier - a permis une trentaine d'interpellations.

Le travail de nos policiers est souvent obscur, mais il mérite d'être salué, car son efficacité...

M. Lucien Degauchy. Parlons-en !

M. le ministre de l'intérieur. ... doit être soulignée dans ces affaires comme dans beaucoup d'autres. (Applaudissements sur les bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert et du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. Robert Lamy](#)

Circonscription : Rhône (8^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2099

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 mai 2000, page 4219

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 17 mai 2000